

Atelier : Sciences, techniques, et politiques dans l'Afrique contemporaine

Moritz Hunsmann
IRIS-EHESS

Sciences et programmes de « santé globale » : vers un nouveau type d'ingénierie sociale ?

L'essor des programmes dites de « santé globale » depuis le début du siècle s'est accompagné d'investissements conséquents dans la recherche concernant les problèmes de santé publique en Afrique. Alors qu'il n'a sans doute jamais été autant question de science dans les politiques internationales de santé qu'aujourd'hui, de nombreux acteurs de ce champ expriment une frustration liée à ce qu'ils considèrent comme une insuffisante prise en compte des connaissances scientifiques dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de santé sur le continent.

Dans ce contexte, certains bailleurs internationaux développent un mode d'action nouveau, que l'on pourrait qualifier de « lobbying scientifico-humanitaire » à grande échelle. S'appuyant sur les études qui mettent en évidence les multiples obstacles politiques et sociaux à une traduction directe des savoirs sanitaires en politiques et pratiques de santé, ces bailleurs mettent en place des programmes protéiformes qui interviennent sur des aspects très différents du processus politique. Ces programmes incluent la production et la diffusion de données sanitaires, l'organisation de campagnes d'opinion dans les médias nationaux, le plaidoyer ciblé auprès de décideurs politiques, la structuration de réseaux nationaux se préoccupant d'un problème de santé spécifique, la mise à disposition d'expertise à l'administration nationale au cours de l'élaboration des politiques et plans stratégiques, ainsi que l'appui aux administrateurs et professionnels de santé dans la mise en œuvre au niveau local.

Cette contribution se fonde sur une recherche en cours, qui analyse une l'initiative d'une agence de coopération bilatérale dans le domaine de la santé maternelle et infantile dans trois pays africains (le Ghana, la Sierra Leone et la Tanzanie). Toutefois, plutôt que de présenter les premiers résultats de ce travail collectif, ma contribution proposerait une lecture critique de cette initiative, l'analysant comme un nouveau type d'ingénierie sociale dont la légitimité est essentiellement fondée sur la finalité humanitaire et le recours aux « preuves » scientifiques. Si ce mode d'intervention n'exclut pas des collaborations ouvertes et peu hiérarchisées entre une diversité d'acteurs, il s'avère particulièrement invasif dans la mesure où il traduit une tentative de la part des bailleurs d'avoir prise sur l'intégralité du processus politique des pays recevant l'aide sanitaire.